

Le budget—M. Keyes

performance qui a réellement été celle du gouvernement ne surprend personne parmi nous.

Récemment, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) a eu le toupet d'accuser l'opposition de jouer avec le bon fonctionnement de l'économie canadienne. Depuis novembre, les députés du parti ministériel, eux, jouent avec le respect du mode de vie canadien, faisant des tours de passe-passe politiques et débitant des sophismes pour leurrer la population canadienne. Ce budget fait carrément fi de nombreuses promesses faites aux Canadiens et en ce sens, il leur prouve que le gouvernement s'est résolument engagé à aligner le pays sur les usages économiques américains, au détriment de la fierté et du sens de l'initiative des Canadiens.

La plupart d'entre nous savent qu'un budget est bien plus qu'un simple plan financier, bien plus que des lignes directrices sur les dépenses. Il définit la configuration réelle des possibilités sociales de changement. Il joue un rôle clé par rapport à ce que les particuliers et les familles seront encouragés à réaliser dans l'avenir immédiat. Il devrait toujours favoriser et non entraver la croissance individuelle, familiale et communautaire.

Autrement dit, le budget est l'instrument qui doit nous permettre de renforcer le tissu social. Je dis aujourd'hui qu'au lieu de cela, ce budget mine notre esprit communautaire. Par ses compressions touchant Radio-Canada, l'assurance-chômage, les garderies, les coopératives d'habitation et de nombreux autres services d'aide uniques, ce budget s'en prend aux membres et aux institutions les plus vulnérables de notre société.

Une voix: Quelle infamie!

Des voix: Quelle honte!

M. Keyes: En examinant le budget, je me suis rappelé un récit fameux du grand humoriste et économiste canadien de renommée mondiale, Stephen Leacock. Intitulé *The Sinking of the Mariposa Belle*, ce récit raconte l'excursion en vieux bateau à aubes que décident de faire le gros des habitants de la petite ville de Mariposa pour se rendre à leur pique-nique annuel. En route, le rafiote se met à couler et la panique s'empare des notables. L'air retentit alors du cri suivant: «Les femmes et les enfants d'abord! Les femmes et les enfants d'abord!». Les femmes et les enfants s'entassent dans des canots de sauvetage qui eux aussi se mettent à couler à pic dans des eaux qui, heureusement, n'ont que deux pieds de profondeur.

Pris de panique parce que le vaisseau de leur État fait eau et s'exclamant que nous sommes en train de sombrer dans les profondeurs du déficit, le gouvernement conservateur lance le cri suivant: «Les femmes et les enfants d'abord.»

Il n'y a pas de quoi rire. C'est une affaire sordide où le gouvernement sauve sa peau aux dépens des femmes, des enfants et du tiers monde.

• (1630)

A tous les chefs de famille monoparentales, aux salariés qui tirent le diable par la queue d'un emploi saisonnier à l'autre, aux enfants dont les parents doivent travailler à l'extérieur pour leur assurer gîte et couvert, aux jeunes et aux chômeurs qui essaient de se perfectionner en suivant des études postsecondaires, aux mères de jeunes enfants qui vivent sous le seuil de la pauvreté, aux aînés qui voient l'inflation et le gouvernement ronger les économies d'une vie passée au service de la communauté, à tous ces Canadiens, le gouvernement assure qu'il dispose d'un milliard de dollars pour réaliser des travaux publics au Lac-Saint-Jean et d'un autre milliard pour amorcer l'exploitation du champ pétrolifère Hibernia. Oh, oui, il ne faut pas oublier les 650 millions de dollars pour l'exploitation des sables bitumineux, les 325 millions pour les usines de valorisation du pétrole brut, les 288 millions pour des améliorations dans la circonscription du premier ministre, le demi-million pour la rénovation des bureaux des ministres et plus de 191 000 dollars pour la publication d'un livre magnifique sur le pétrole mettant en vedette l'actuel ministre des Communications (M. Masse).

Mais attendez un instant, cela fait maintenant quatre mois et nous entendons le cri: Les femmes et les enfants d'abord! Hélas, à l'heure actuelle, il nous manque l'argent nécessaire pour les garderies. Nous savons que c'est la raison pour laquelle vous avez voté pour nous; toutes nos excuses, mais nous avons menti. Nous n'avons pas l'argent qu'il faut pour les paiements de transfert qui subventionnent l'assistance sociale, l'assurance-chômage, l'enseignement postsecondaire, les soins de santé. Vous vous rappelez notre promesse, notre engagement au sujet du maintien des programmes sociaux et du principe de l'universalité? Eh bien, nous avons menti là-dessus aussi.

Le temps défait bien des choses. Oh, en passant, nous n'avons pas non plus l'argent pour les logements coopératifs ou toute autre solution pour venir en aide aux sans-abri du Canada ou même à ceux qui souffrent de par le monde. Encore une fois, toutes nos excuses, mais ce ne sont que quelques-unes des promesses, ou plutôt des engagements, que nous devons formuler au coeur de la campagne électorale. Nous sommes sûrs que vous comprendrez, vous savez, un effort passager pour un avenir assuré et tout ça. Tenez bon et peut-être qu'un beau jour les choses vont s'arranger.